patronales et ouvrières. Le ministère fédéral du Travail dut également préparer les réponses à différents questionnaires envoyés par l'Office international du Travail. Ce rôle oblige les fonctionnaires de ce ministère à étudier minutieusement les multiples questions techniques figurant à l'ordre du jour des conférences et discutées aux assemblées du conseil.

Depuis son institution en 1919, la Conférence internationale du Travail a tenu 22 sessions annuelles au cours desquelles elle a adopté 57 projets de convention et 49 recommandations, se rapportant, entre autres, aux sujets suivants: heures de travail, mesures pour remédier au chômage, conditions de travail des femmes et des enfants, conditions de travail des marins, travail de la main-d'œuvre agricole, repos hebdomadaire, statistiques de l'immigration et de l'émigration, principes régissant l'inspection des fabriques, inspection des immigrants avant leur débarquement, indemnités aux victimes des accidents de travail ou des maladies professionnelles, assurance sociale, salaires minima, protection contre les accidents aux débardeurs, le travail forcé et la réglementation des heures de travail des employés à salaires et des houilleurs.

Jusqu'au 31 décembre 1936 la Société des Nations avait reçu 725 ratifications de ces ententes, dont 11 étaient conditionnelles ou en suspens; 36 avaient été approuvées par les autorités nationales compétentes et 112 recommandées pour adoption par les autorités nationales compétentes.

Attitude du Canada envers les projets et recommandations.—Sept projets de convention en tout ont été ratifiés par le gouvernement canadien: (1) âge minimum de l'embauchage des enfants sur les navires océaniques; (2) paiement d'une indemnité aux matelots en cas de naufrage ou de perte de leur navire; (3) âge minimum de l'emploi des arrimeurs et des chauffeurs; (4) examen médical des enfants et des jeunes gens employés sur les océaniques; (5) limite des heures de travail dans les entreprises industrielles à huit par jour et 48 par semaine; (6) repos hebdomadaire dans les entreprises industrielles et (7) création d'une échelle de salaires minima. Les quatre premières conventions ont été ratifiées en mars 1926, et les trois dernières au début de 1935. Lors de la session de 1935 des résolutions ont aussi été adoptées approuvant trois autres projets de la Conférence internationale du Travail pour ratification subséquente: engagement des matelots; sauvegarde des ouvriers employés au chargement ou au déchargement des navires; et indication des poids sur les colis lourds transportés par vaisseau.

Section 5.—Les syndicats ouvriers au Canada.

Le ministère du Travail publie un rapport annuel sur les organisations ouvrières du Canada lequel décrit la composition et l'évolution des diverses associations de salariés au Canada, et donne la statistique et autres renseignements sur les effectifs, les bénéfices et l'enregistrement des syndicats ouvriers, etc.

Nombre d'adhérents de tous les syndicats ouvriers au Canada.—Les effectifs des organisations ouvrières au Canada à la fin de l'année 1935 suivant le ministère du Travail, sont comme il suit: organisations internationales, 1,794 unions locales comptant 143,570 membres; corps centraux canadiens, 734 unions locales et 80,078 membres; unités indépendantes, 49 associations comptant 16,859 membres; 140 unions nationales catholiques et 38,000 membres; ligue des travailleurs unis, 11 unions locales et 2,197 membres; grand total, 2,728 unions locales et 280,704 membres. Comparativement à 1934, ceci représente une diminution de 12 unités locales et 1,070 membres. Le tableau 5 montre, par année, le nombre d'adhérents aux unions ouvrières depuis 1911.